



Montreuil, le mercredi 5 juin 2024

Déclaration fédérale

Halte au massacre à Gaza Contre l'implantation de colonies en Cisjordanie Pour un cessez-le-feu immédiat en Palestine

Depuis le 7 octobre 2023, Israël bombarde inlassablement Gaza, s'étend en Cisjordanie, au prix du massacre de dizaines de milliers de Palestiniennes et Palestiniens, entre 37 000 et 40 000 selon les sources, dont de nombreux enfants.

Ce conflit, des plus meurtriers de l'histoire de la Palestine connaît une nouvelle intensification avec les bombardements massifs de la ville de Rafah qui a, de surcroît, vu les chars entrer dans la ville.

Malgré les timides avertissements des organisations internationales comme l'OMS ou l'ONU, et la mise en examen de Netanyahu par le procureur de la Cour Pénale Internationale, rien n'entame la détermination des autorités israéliennes, d'autant que les puissants de ce monde se sont au mieux tus face à cette mise en examen, sinon ont critiqué la démarche du procureur Karim Khan. Seuls quelques États – Afrique du Sud, Belgique et Norvège- ont défendu très tôt la nécessité d'intervenir contre le premier génocide du 21^{ème} siècle à venir.

A l'heure où se négocie un cessez-le-feu, nombre d'analyses tendent à montrer qu'il ne signifie pas nécessairement fin du conflit : l'économie israélienne serait armée pour un conflit long. Et, les frappes israéliennes sur les territoires étrangers laissent peu de doute sur les velléités des gouvernants de l'État hébreu sur une possible sortie du conflit qui offre au peuple palestinien des garanties de vie digne dans la bande de Gaza comme en Cisjordanie à brève échéance.

Le gouvernement d'Israël à travers Tsahal poursuit son entreprise de destruction de la bande de Gaza, où la famine est imminente. Aucun militant, aucun citoyen ne peut détourner les yeux de la Palestine.

Si en France, des manifestations sont interdites et que de plus en plus de militants sont convoqués pour « *apologie de terrorisme* » parce qu'en désaccord avec la litanie gouvernementale sur le traitement de ce conflit et les milliers de morts qu'il entraîne, cela montre aussi la fébrilité de nos gouvernants face à l'opposition des militants pour la paix à Gaza.

Il ne faut donc rien lâcher et continuer à faire pression sur l'état français pour :

- obtenir des États Unis et d'Israël un cessez le feu immédiat
- imposer la reconnaissance d'un état palestinien,
- la cessation de toute livraison d'armes à l'état Israélien.
- L'arrêt de tout commerce avec Israël.

Fédération des Sociétés d'Etudes

Il faut en urgence amplifier notre combat. Cela passe notamment par notre présence dans les manifestations, le boycott des produits israéliens, dont la vente alimente l'économie israélienne, comme toutes les entreprises dont l'activité soutient la colonisation en Cisjordanie et la destruction massive de Gaza.

Ensemble construisons par nos actions la solidarité dont le peuple palestinien a besoin.